

Conférence aux Semaines Sociales sur les nouveaux défis et nouveaux visages de la solidarité

*Conférence de Pierre Calame, du 20 novembre 2009, aux Semaines
Sociales*

Pierre Calame

7 pages (bip 3953)

Résumé

Mots-clés thématiques : SOLIDARITÉ SOCIALE; SOLIDARITÉ INTERNATIONALE; ARTICULATION RÉFLEXION ACTION; INTERDÉPENDANCE; BIEN COMMUN; ACCEPTATION DE L'AUTRE; DROIT À LA DIFFÉRENCE; ACTION PUBLIQUE; STRATÉGIE DE DÉVELOPPEMENT; GOUVERNANCE ET ONG; ONU; ÉMIGRATION; PRISE EN COMPTE DE LA COMPLEXITÉ; SYSTÈME DE PENSÉE; ACTEURS INSTITUTIONNELS; DÉVELOPPEMENT DURABLE; ÉTHIQUE ET STRATÉGIE DE CHANGEMENT; GOUVERNANCE DES TERRITOIRES; ÉCHANGES INTERNATIONAUX; ÉCHELLES DE GOUVERNANCE

Mots-clés géographiques : MONDE

Mots-clés acteurs : FONDATIONS

Réf. : *intranetfph/bip/3953, D1c2 - Solidarité*

Je dirige depuis plus de vingt ans, après avoir été longtemps haut fonctionnaire au service de l'Etat français, une fondation internationale, la fondation Charles Léopold Mayer pour le Progrès de l'Homme. Elle se dédie à la solidarité internationale. Elle ne veut pas séparer la réflexion et l'action : on ne peut avancer que sur ses deux jambes. C'est à la lumière de cette expérience que je voudrais évoquer les nouveaux défis et les nouveaux visages de la solidarité.

Parler de nouveauté, c'est à la fois souligner l'inefficacité de nombreuses pratiques traditionnelles et reconnaître que face à un monde profondément transformé, il faut traduire d'une autre manière les valeurs auxquelles nous croyons. J'aborderai successivement ces deux angles en commençant d'ailleurs par la conclusion, la manière dont le projet de notre fondation s'est reconfiguré en profondeur au fil des années à partir de ces considérations.

Si vous allez sur le site web de la fondation (www.fph.ch) vous verrez une première affirmation : « une fondation indépendante qui contribue à l'émergence d'une communauté mondiale ». Chaque mot, ici, compte. « Indépendante » : la fondation ne se laisse pas enfermer dans des logiques d'appareils, ceux-ci seraient-ils étatiques, ecclésiastiques, ou partisans, ou dans le prêt à porter idéologique. « Emergence » : l'enjeu d'aujourd'hui n'est pas de gérer une communauté instituée mais bel et bien de l'instituer. « Communauté mondiale » car les interdépendances entre les sociétés de la planète n'impliquent pas encore la conscience d'une communauté vécue de destin et nos espaces identitaires anciens, qu'ils soient là aussi nationaux ou religieux ne correspondent plus à la réalité des interdépendances.

Vous verrez ensuite que la fondation voue son action en priorité à trois mutations : **l'éthique**, avec la recherche de **principes communs** pour gérer notre unique planète ; la **gouvernance** car les modes de gestion de la société ne sont plus adaptés aux défis à relever ; la **société durable** car, de notre manière de concevoir les sciences et les techniques aux règles de développement de notre économie tout nous éloigne aujourd'hui d'un monde durable. Mutations, gouvernance : d'un coup nous voilà bien loin des formes de solidarité traditionnelles.

Enfin, toujours sur notre site web, nous soulignons l'importance du développement **d'alliances citoyennes internationales**, notamment propres à chaque milieu socioprofessionnel. Nous insistons par exemple sur l'alliance internationale de militaires qui cherchent à concevoir sur de nouvelles bases les relations entre l'armée et la société ou encore sur l'alliance d'universitaires ou de journalistes réfléchissant à l'exercice de leur responsabilité sociale, contribuant à la construction d'un **nouveau contrat social mondial**.

Enfin, nous éloignant plus encore des rivages traditionnels de la solidarité, nous mettons l'accent sur les **méthodes**, sur les conditions dans lesquelles l'expérience de chacun peut se transformer en connaissance, cette connaissance en intelligence collective qui fasse retour aux acteurs de terrain. Là aussi, l'accent est mis sur les **conditions de pertinence de l'acte solidaire** plutôt que sur la générosité de ses intentions.

Ce projet est le fruit d'un long cheminement. Il part d'une réflexion critique, menée au cours des années 80, sur les formes traditionnelles de la solidarité. Peut-être faut-il, pour commencer, revenir à l'étymologie même de ce mot. Il a deux sens. Celui que donnent les ingénieurs au fait de solidariser, de rendre interdépendantes et mutuellement complémentaires les différentes parties d'une charpente ou d'un édifice. La solidarité c'est ce qui fait tenir le monde debout. Elle repose non sur des considérations morales mais sur une vision claire de l'intérêt commun dans un monde interdépendant.

La seconde signification de la solidarité, celle qui est utilisée couramment dans le monde ecclésial est plutôt morale et caritative : l'autre est mon frère et, à ce titre, je suis en mesure de m'identifier

à sa souffrance. Je ne peux pas vivre heureux s'il vit malheureux et s'il souffre de handicap. Qui n'adhérerait à moins d'avoir un coeur de pierre ? Mais l'enfer, comme on le sait, est pavé de bonnes intentions et c'est la nature de ce management qui nous a frappés.

Mais comment exprimer la sympathie à l'égard de « l'autre comme moi » ? N'est-on pas tenté de le vouloir comme soi ? Doit-on considérer que son salut physique, économique et moral passe par la reproduction de ce que je suis ? Charles De Condamines, ancien dirigeant de Frères des hommes, avait très bien montré, dans les années 80, que la solidarité internationale menée par les ONG était une transposition terme à terme de la démarche missionnaire d'autrefois, avec le simple remplacement de l'âme par le corps, du salut par le développement. Et Emmanuel N'dione, sociologue sénégalais de ENDA, montrait de son côté la déraison des efforts pour convaincre les associations africaines soutenues par les ONG de développement d'adopter des modes de gestion fondés sur notre principe « un homme une voix » alors que toute la tradition reconnaissait la prééminence des anciens.

Ainsi, cette solidarité fondée sur « l'autre comme moi » contribue à exproprier les pauvres de leur culture et de leur destinée. La véritable solidarité va vers l'autre **irréductiblement différent** de moi et lui permet d'être plus lui-même et de disposer des mêmes droits d'accès que moi aux biens rares de la planète.

Mais il est un autre obstacle, tout aussi sérieux, à cette première forme de solidarité et on le rencontre aussi bien dans l'action de l'Etat que dans l'action des ONG. Ce qui justifie la solidarité c'est **ce dont l'autre manque**. Simple bon sens, dira-t-on ! Sauf qu'il en découle de sérieuses conséquences pour la stratégie même de l'aide : une personne comme un peuple se développe à partir de ce qu'il a, de son potentiel de réaction et de créativité, pas à partir de ce qu'il n'a pas.

La force de l'économiste Mohamed Yunus, le fondateur de la Grameen Bank ne fut pas d'inventer le micro-crédit ; il y en avait avant lui de très nombreux systèmes en Inde et au Bangladesh, mais de **théoriser l'idée que faire crédit c'était faire confiance**, c'était donc partir des capacités des emprunteurs et non de leurs manques.

La troisième limite de cette forme de solidarité est d'être incapable de déboucher sur des **stratégies** de développement. C'est ce constat qui, dans les années 80, a conduit notre Fondation à un changement radical de politique. Une solidarité obsédée par l'action concrète, visible, ciblée sur les plus pauvres ne peut qu'aboutir, dans une sorte de présent perpétuel, ici et maintenant, à un éparpillement de projets solidaires. Or, comme nous le disions à l'époque, 1000 projets solidaires ne feront jamais de développement solidaire. De ce présent perpétuel de la solidarité, je veux pour preuve la faiblesse des politiques de capitalisation de l'expérience, comme s'il n'y avait rien à apprendre des projets passés, comme si la générosité de l'acte suffisait à lui conférer sa pertinence. Cette dérive n'est pas propre aux ONG. On la retrouve à l'échelle internationale avec les Objectifs de Développement du Millénaire adoptés par l'ONU ou avec les preceptes normatifs de bonne gouvernance.

Comme le font observer mes amis africains, en quoi l'objectif de réduire de moitié la grande pauvreté peut-elle dissuader un jeune Africain de risquer sa vie pour tenter d'émigrer ? Et quand a-t-on vu que des preceptes de bonne gouvernance conduisent à une véritable stratégie de développement ? C'est tellement vrai que les deux tiers de la réduction de la grande pauvreté dans le monde sont imputables à la seule Chine qui est par ailleurs, selon tous les critères promus par la communauté internationale, un modèle de mauvaise gouvernance !

Dans ces conditions, l'autre définition plus technique, moins moralisante de la solidarité, celle qui consiste à partir de nos profondes interdépendances, ne serait-elle pas une voie plus solide ? C'est

cette idée que semble aussi rejoindre Benoît XVI dans sa récente encyclique, *Caritas in veritate*, en soulignant la nécessité de **rechercher une vérité partagée** et de reconnaître la complexité des interdépendances entre les nations à l'échelle du monde.

Nos sociétés, comme le soulignait déjà en 1993 la Plate-forme pour un monde responsable et solidaire, sont confrontées à une triple crise : celle des relations entre les individus, celle des relations entre les sociétés, celle des relations entre l'humanité et la biosphère. Ces crises ne peuvent être surmontées ni par la multiplication de solidarités ponctuelles ni par l'utopie du grand soir dont l'histoire a montré les impasses. Benoît XVI souligne l'exigence de vérité. Je mets pour ma part depuis des décennies l'accent sur l'exigence de rigueur de la pensée. J'utilise souvent, à la fondation, la formule : « la complexité est une fête ». La complexité ce n'est pas une complication qui nous écrase, qui met la compréhension du monde contemporain hors de notre portée, qui fait douter de toute action car ses effets pervers, impensés inattendus ou imprévisibles viennent contrarier l'intention qui lui a donné naissance. C'est une fête parce qu'elle n'est rien d'autre que l'expression même de la richesse de l'humanité et de l'esprit humain. Ce sont les comportements des systèmes mécaniques qui sont prévisibles, et encore dans certains cas seulement. Quant aux êtres humains, c'est leur capacité de réflexion et de réaction même qui fonde, comme l'a bien dit le financier Georges Soros, en parlant de « système réflexif », l'imprévisibilité des systèmes humains, des systèmes que j'appelle bio-socio-techniques parce qu'ils combinent la dynamique des écosystèmes, la dynamique des systèmes économiques et sociaux et la dynamique, partiellement autonome, des systèmes techniques.

Mais complexité et imprévisibilité ne signifient pas pour autant impossibilité de conduire les stratégies. Bien au contraire, elles les rendent plus nécessaires encore. Mais une stratégie ce n'est pas de la planification. C'est d'ailleurs le drame de la plupart des actions publiques et privées dites de coopération : elles attendent des bénéficiaires de leur générosité de dire d'avance ce qu'ils vont faire et parfois, absurdement, dans le détail, comment ils vont dépenser l'argent à deux ou trois ans d'existence. La stratégie, ce n'est pas cela. C'est la combinaison de la vision claire d'où l'on veut aller et d'un « art de la marche », l'art de mettre un pas en avant en s'adaptant à chaque instant aux obstacles qui surgissent et aux opportunités qui apparaissent. Deux visions me guident pour concevoir la solidarité : celle des mutations à conduire et celle des échelles auxquelles elle doit s'exercer.

Mutations tout d'abord. Si j'en reste à la définition physique de la solidarité, c'est-à-dire de la solidité de l'édifice mondial, de la cohérence entre les différentes parties du système, il y a de grands soucis à se faire. L'évolution du climat et notre incapacité tragique à poser des actes à l'échelle des évolutions en cours est l'expression même de l'acratie du monde actuel au sens que lui donnait Aristote : une situation où l'on sait que nous devrions changer mais où nous ne trouvons pas en nous-mêmes la force, la capacité, la volonté, l'intelligence de le faire.

Mais ce n'est là qu'un symptôme. **Notre monde n'est pas solidaire parce que ses parties ne sont pas cohérentes entre elles** et il est menacé de ce fait de se disloquer. Pourquoi cette incohérence malgré la surabondance de nos connaissances techniques et scientifiques ? Parce que notre pensée segmentée, tournée vers l'opérationnel immédiat, tenant en lisière aussi bien les interrogations philosophiques que les perspectives historiques longues, comme s'il s'agissait de sujets sans portée opérationnelle, réservés à quelques intellectuels ou esprits spéculatifs, nous empêche de voir ce qui est pourtant là, évident, sous nos yeux : dans les systèmes bio-socio-techniques comme le nôtre toutes les parties du systèmes n'évoluent pas à la même vitesse, ce qui est précisément la définition mécanique de la dislocation. Nos réalités économiques, techniques, scientifiques ont évolué très rapidement au cours des 150 dernières années avec une accélération depuis la seconde guerre mondiale. La nature, l'ampleur, la complexité de nos interdépendances

ont évolué à la même vitesse. Il n'en va pas de même de nos systèmes de pensée et de nos systèmes institutionnels.

Les uns et les autres restent héritiers des siècles passés, du 18^e et du 19^e siècles. Notre université est celle de Von Humbolt, Berlin 1812. Notre Etat est celui des Traités de Westphalie, 1648. Et tout est à l'avenant. Notre pensée économique, prétendument scientifique, repose sur des prémisses qui remontent à Adam Smith et au 18^e siècle.

L'absence de mise en perspective historique crée un effet de myopie, nous fait prendre pour des réalités éternelles le fonctionnement du libre marché, la démocratie représentative, l'Etat nation, l'identité et la République unes et indivisibles, la démocratie représentative, le développement des droits sans les responsabilités équivalentes, la nature et le statut même de l'entreprise. Nous oublions de nous demander quand, comment et pourquoi ces idées et ces institutions ont pris naissance et s'ils sont encore adaptés à la réalité d'aujourd'hui. En nous demandant encore moins par quoi et selon quelles stratégies de changement à long terme il faudrait les remplacer.

Songeons que la plupart de nos débats politiques, si j'excepte l'émergence somme toute récente des questions écologiques, sont restés enfermés dans des débats dont les termes avaient été posés plus d'un siècle auparavant. Alors nous comprenons que le premier acte de solidarité, celui dont dépend notre survie, est **de redonner de la cohérence au système**, de ralentir, si besoin est, ce qui va trop vite – rappelons nous de la levée de boucliers du monde scientifique quand Jacques Testart, éminent biologiste, a proposé un moratoire disant que le rythme des découvertes allait trop vite par rapport à nos capacités à les maîtriser : ses concurrents ont fait courir le bruit que sa proposition venait du fait qu'il était dépassé dans la course à l'excellence scientifique ! - et surtout d'accélérer des mutations qui sont aujourd'hui trop lentes et même renvoyées dans l'impensé tant notre monde est pris dans le tourbillon d'actions opérationnelles dont nous attendons une rentabilité immédiate, y compris pour des gestes de solidarité. De là les trois mutations urgentes que j'évoquais.

Tout d'abord l'exigence de l'éthique. Le temps n'est plus d'imposer à tous les peuples les valeurs de l'Occident. L'Occident a trop dominé, trop pillé, trop pratiqué le grand écart entre les valeurs proclamées et les actes pour pouvoir se poser en donneur de leçons et en promoteur de valeurs universelles. Par contre, il est une réalité que chacun comprend : parce que nous n'avons qu'une unique planète, et qu'elle est peuplée et fragile, nous avons besoin de nous mettre d'accord sur des principes éthiques communs, sur un socle commun. C'est à travers un travail inter-religieux et interculturel respectueux qu'a pu émerger la Charte des responsabilités humaines. La responsabilité est au coeur de l'éthique contemporaine, au coeur de la solidarité car elle est à la fois la face cachée du droit, la condition de la citoyenneté, la conséquence directe des interdépendances, de la liberté et du pouvoir.

La seconde mutation est celle de la gouvernance, de l'art de gérer les sociétés pour parvenir à la cohésion à l'intérieur, à la sécurité à l'extérieur et à l'équilibre entre la société et son environnement. Cette gouvernance de demain est irréductible à l'Etat nation mais elle est aussi irréductible à l'idée d'une cohérence mondiale imposée au détriment des diversités. C'est l'art de conjuguer diversité et unité, autonomie et cohérence du local au mondial qui est au coeur de la gouvernance de demain et la condition incontournable de la solidarité.

Enfin, il nous faut conduire la grande transition vers une société durable. Nous ne le ferons pas, je le dis sans ambage, avec les outils et institutions qui nous servent aujourd'hui à gérer l'économie, qu'il s'agisse de l'entreprise, de l'organisation des marchés ou encore de la monnaie.

Si nous voulons créer un monde solidaire, le premier impératif est celui **du changement de système de pensée**, de l'imagination créatrice, de l'intelligence collective et de l'aptitude à conduire ensemble des stratégies de changement.

J'en viens à mon dernier point, celui des **échelles de construction des solidarités**. Sans vouloir sous-estimer l'importance historique des Etats dans l'organisation de la cohésion et de la redistribution, en sous-estimant encore moins l'importance de la construction européenne, à la fois pour elle-même, par la création enfin d'une paix durable au sein d'une Europe de plus en plus large, et comme exemple de dépassement de l'Etat nation, deux niveaux étonnamment conjoints me paraissent essentiels pour déployer la solidarité : d'un côté le niveau mondial et de l'autre le niveau territorial.

Le niveau mondial est évident dans son principe. Il découle de la nature de nos interdépendances. Les interrogations à son sujet portent sur la manière d'y parvenir. Trois idées. D'abord, **le mode de construction d'une communauté mondiale**. Les grands appareils pyramidaux sont en crise. L'évolution des références culturelles et des moyens techniques, à commencer par internet, sont entrés maintenant en résonance pour privilégier des approches en réseau. C'est pourquoi notre modèle est celui des alliances internationales citoyennes. Deuxième idée, l'urgence de construire des régulations internationales légitimes. Edgar Morin, dans son discours à l'Assemblée Mondiale de citoyens, en décembre 2001, avait dit : « la planète est devenue un village global, mais sans droit, sans justice et sans régulation ». Il a raison. Où est le droit quand ce sont encore des droits nationaux qui s'appliquent aux acteurs économiques et financiers transnationaux ? Où est la justice quand on ose à peine parler de la dette écologique des pays les plus anciennement développés à l'égard des autres ? Où sont les régulations quand l'accord Bâle 2 qui régit le secteur financier est parti de l'idée que la finance mondiale était trop complexe pour les Etats et qu'il fallait s'en remettre au sens de la responsabilité des acteurs eux-mêmes, seuls capables de maîtriser une complexité qu'ils avaient eux-mêmes savamment créée ? Où sont les régulations quand le président George Bush avait décidé de transférer les équipes de contrôleurs des activités financières, déjà squelettiques, vers la lutte contre le terrorisme ? Enfin, troisième idée, celle de **co-construction du bien public**. La gouvernance aujourd'hui ne se satisfait ni d'un découpage rigide entre actions privées et actions publiques ni bien sûr de l'illusion savamment entretenue que les acteurs privés, étant seuls à l'échelle de la mondialisation, sont en mesure de définir eux-mêmes et de gérer le bien commun.

Mais c'est le niveau territorial et son caractère inséparable du niveau mondial sur lequel je voudrais conclure. J'ai expliqué ailleurs ¹ que le territoire serait, avec les filières durables de production organisées à l'échelle internationale, l'acteur pivot de l'économie et de la gouvernance au 21e siècle. L'observation de la réalité du développement aujourd'hui montre que, dans le contexte de la société de la connaissance, ce sont des ères urbaines, des régions qui se développent, deviennent des acteurs internationaux majeurs plutôt que les nations elles-mêmes, même si l'effet d'entraînement de ce développement polarisé n'est pas à négliger.

De même, comme le montre l'exemple de l'énergie, c'est dans la conception et la gestion des territoires que se joue l'essentiel de la transition vers des sociétés durables. C'est enfin, comme le montre la réflexion et l'expérience des Pactes locaux, en France, ou la recherche d'une cohésion territoriale comme on dit de plus en plus dans l'Union Européenne que se joue l'essentiel de la lutte contre l'exclusion sociale, que se créent les fondements de la cohésion de demain.

Ce n'est pas à l'échelle des dispositifs financiers et institutionnels étatiques, nécessairement compartimentés, que l'on peut avoir une véritable stratégie permettant à chacun de valoriser ses potentialités, de sortir de l'inexistence sociale, de créer et développer le capital immatériel décisif pour se développer.

Il serait erroné d'opposer le niveau local, territorial, qui serait celui de l'action solidaire et le niveau mondial qui serait celui de la pensée. Ce serait retrouver les errements du « pensons globalement et agissons localement » qui, sous l'illusion du bon sens, a trop stérilisé la réflexion. La pensée est tout autant nécessaire au niveau local. Plus un problème est complexe, plus il faut penser avec ses pieds car c'est dans la réalité tangible que git la complexité et non à des échelles stratosphériques. Et c'est aussi au niveau global qu'il faut savoir agir et penser.

Voilà je crois les nouveaux défis et les nouveaux visages de la solidarité.